

DSM 2020252

DROIT MATÉRIEL DE L'UNION EUROPÉENNE

8^e édition

CLAUDE BLUMANN

Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris II)
Chaire Jean Monnet de droit européen

LOUIS DUBOUIS

Professeur émérite de l'Université Paul-Cézanne Aix-Marseille
Chaire Jean Monnet de droit européen

Dipartimento di Scienze Politiche
Biblioteca

Inv. *DSM 7422*

Coll. *ORGINT. 341.1.e. 1647*

LGDJ une marque de
Lextenso

200 010 PHAWA L

SOMMAIRE

Avant-propos	5
Introduction	27
§ 1. Définition du droit matériel de l'Union européenne	27
§ 2. Droit matériel de l'Union et intégration européenne	29
PREMIÈRE PARTIE. LES PERSONNES	33
Titre 1. La citoyenneté européenne	35
Chapitre 1. La notion de citoyenneté européenne	37
§ 1. Citoyenneté européenne et Europe des citoyens	37
§ 2. Citoyenneté européenne et citoyenneté nationale	39
Chapitre 2. Le statut du citoyen européen	43
Section 1. Présentation générale	43
§ 1. Les devoirs	43
§ 2. Les droits énoncés par le traité	44
§ 3. La citoyenneté européenne, statut fondamental des ressortissants des États membres	44
Section 2. La citoyenneté politique	46
§ 1. Participation aux élections au Parlement européen	47
§ 2. L'initiative citoyenne	48
§ 3. Participation aux élections municipales	51
Section 3. Les protections	53
§ 1. Protection par les autorités diplomatiques et consulaires des États membres	53
§ 2. Le droit de pétition	55
§ 3. La « plainte » au médiateur européen	57
§ 4. Le droit de communication avec les institutions et organes communautaires	61

Titre 2. Les libertés	63
Chapitre 1. La liberté de circulation et de séjour	65
Section 1. De la libre circulation des travailleurs à l'espace de liberté, de sécurité et de justice	66
§ 1. L'évolution antérieure au traité d'Amsterdam	67
§ 2. Le traité d'Amsterdam	69
§ 3. Le traité de Lisbonne	70
§ 4. Les trois dimensions de l'espace européen	70
Section 2. La condition des citoyens européens	73
Sous-section 1. L'extension du cercle des bénéficiaires	74
§ 1. L'évolution antérieure à la consécration de la citoyenneté européenne	74
§ 2. La directive 2004/38 du 29 avril 2004	77
Sous-section 2. Les droits garantis	79
§ 1. La liberté de déplacement	79
§ 2. Le droit de séjour	81
§ 3. Le droit à des conditions de vie normales	83
Sous-section 3. L'encadrement de la réserve d'ordre public	85
§ 1. Encadrement du champ d'application des limitations	86
§ 2. Encadrement des mesures que l'État peut prendre pour protéger l'ordre public	87
Section 3. La condition des ressortissants des pays tiers en situation régulière	89
§ 1. L'admission dans l'Union	90
§ 2. Les droits des ressortissants des pays tiers régulièrement admis dans un État membre de l'Union	92
Section 4. La sécurité, garantie et contrepartie de la liberté de circulation et de séjour	95
§ 1. Le contrôle aux frontières : l'espace Schengen	97
§ 2. Politique d'immigration	101
§ 3. Coopération policière	108
§ 4. Coopération judiciaire en matière pénale	109
§ 5. Lutte contre le terrorisme	114
Chapitre 2. La liberté professionnelle	121
Section 1. Champ d'application de la liberté professionnelle : du libre accès des personnes à la profession	122
§ 1. Les libertés consacrées par le droit communautaire	122
§ 2. Les bénéficiaires de la liberté professionnelle	126

§ 3. Les emplois et les services exclus	130
Section 2. Les droits reconnus	135
§ 1. Le principe : de la non-discrimination à la prohibition des restrictions non discriminatoires	135
§ 2. L'accès à la profession	141
§ 3. L'exercice de la profession	144
§ 4. Les droits complémentaires	150
Section 3. La qualification professionnelle	152
§ 1. La reconnaissance mutuelle des qualifications à des fins professionnelles	152
§ 2. L'enseignement et la formation professionnelle	161
Titre 3. Les protections De la protection des droits fondamentaux de la personne aux protections spécifiques	167
Chapitre 1. La protection sociale : les droits sociaux	171
Section 1. Les droits des travailleurs salariés	172
§ 1. Heurs et malheurs de la politique européenne	172
§ 2. Accès à l'emploi	176
§ 3. Les conditions de travail	182
§ 4. Protection de l'emploi et des revenus du travailleur	187
§ 5. L'implication des travailleurs dans la vie de l'entreprise	190
§ 6. L'égalité de traitement entre hommes et femmes	193
Section 2. La protection sociale : la coordination des régimes de Sécurité sociale	198
§ 1. Présentation générale	198
§ 2. Champ d'application des règlements de coordination	200
§ 3. Principes directeurs de la coordination	203
Section 3. La lutte contre les exclusions	207
§ 1. L'exclusion sociale	207
§ 2. Les personnes handicapées	207
Chapitre 2. La protection des consommateurs	211
Section 1. Le droit de l'Union en quête des droits du consommateur	211
§ 1. Marché intérieur et consommateurs	211
§ 2. La reconnaissance d'une protection spéciale des droits des consommateurs	212
Section 2. La protection des intérêts économiques du consommateur	213
§ 1. Évolution des techniques de protection	213
§ 2. Information du consommateur	216

§.3. Réglementation contractuelle.....	219
§ 4. Protection judiciaire et règlement extrajudiciaire des litiges.....	223
Section 3: La protection de la santé et de la sécurité du consommateur	225
§ 1. La sécurité générale des produits.....	225
§ 2. Réglementations sectorielles.....	227
Chapitre 3. La protection de la santé	231
Section 1. Spécificité du droit européen de la santé	231
§ 1. Définition de la santé.....	231
§ 2. Importance du droit à la santé : de la santé à la santé publique.....	232
§.3. La protection de la santé et les traités communautaires.....	232
Section 2. L'Europe des patients	236
§ 1. Les systèmes de santé : de l'impossible harmonisation à la coordination.....	236
§ 2. Accès des patients aux services de soins.....	237
§ 3. La prise en charge du coût des soins.....	237
§ 4. Les droits des patients.....	241
Section 3. L'unification du marché des soins	242
§ 1. Nécessité de l'unification et diversité du marché des soins.....	242
§ 2. La libre circulation des professionnels de santé.....	243
§ 3. L'unification du marché des produits de santé : les médicaments.....	245
Section 4. La prévention sanitaire	254
§ 1. Limites et complexité du droit communautaire de la prévention sanitaire.....	254
§ 2. La protection contre les radiations ionisantes.....	255
§ 3. La réglementation « anti-tabac ».....	257
§.4. La sécurité alimentaire, de la prévention à la précaution.....	259
§ 5. La réglementation des substances chimiques : le règlement REACH.....	263
Chapitre 4. La protection de l'environnement	267
Section 1. Caractéristiques générales de la protection européenne de l'environnement	267
§ 1. L'essor de la politique européenne de l'environnement.....	267
§ 2. Principes de base du droit de l'Union.....	270
Section 2: La réglementation	273
§.1. Les milieux protégés.....	273
§ 2. Les activités encadrées.....	278

Chapitre 5. La protection de la culture	287
Section 1. Culture et Union européenne	287
§ 1. La culture dans les traités.....	287
§ 2. La politique culturelle de l'Union européenne.....	288
Section 2. Réglementation des objets culturels	290
§ 1. La protection des biens culturels.....	291
§ 2. Le régime du livre.....	293
Section 3. Réglementation des services culturels	295
§ 1. La liberté.....	296
§ 2. La sauvegarde de la culture.....	301
DEUXIÈME PARTIE. LES MARCHANDISES	305
Titre 1. La libre circulation des marchandises	307
Chapitre 1. L'union douanière	311
Section 1. La réalisation de l'union douanière	311
§ 1. Notion d'union douanière.....	311
§ 2. Le champ d'application de l'UD européenne.....	312
§ 3. Le processus de réalisation de l'union douanière.....	313
Section 2. Le régime général de la taxation douanière	316
§ 1. Cadre général.....	316
§ 2. La nomenclature douanière.....	316
§ 3. L'origine des marchandises.....	318
§ 4. La valeur en douane.....	320
§ 5. Les différentes catégories de droits à l'importation.....	321
§ 6. Libre pratique.....	323
Section 3. Les régimes particuliers de taxation douanière	324
§ 1. Les régimes préférentiels.....	325
§ 2. Les régimes douaniers économiques.....	326
Chapitre 2. La répression des atteintes à la libre circulation des marchandises	329
Section 1. Les taxes d'effet équivalant à des droits de douane	330
§ 1. La notion de taxe d'effet équivalent.....	331
§ 2. Le domaine des taxes d'effet équivalent.....	338
§ 3. La restitution des taxes indûment perçues.....	341
Section 2. Les mesures d'effet équivalant à des restrictions quantitatives (MEERQ)	343
§ 1. La notion de mesure d'effet équivalent.....	344

§ 2. Mesures d'effet équivalent et autres notions restrictives des échanges de marchandises	369
§ 3. Nomenclature des mesures d'effet équivalent	374
§ 4. Les justifications des mesures d'effet équivalent	389
Chapitre 3. La prévention des atteintes à la libre circulation des marchandises	431
Section 1. L'harmonisation des législations nationales	432
§ 1. Notion d'harmonisation	432
§ 2. Le domaine de l'harmonisation	436
§ 3. Procédures d'harmonisation	444
§ 4. Les méthodes d'harmonisation	447
Section 2. Les instruments d'information, d'alerte et de contrôle	451
§ 1. La procédure d'information sur les nouvelles entraves techniques : la directive 2015/1535 (ex-98/34)	452
§ 2. La procédure d'alerte rapide : règlement n° 2679/98 (règlement « fraises »)	456
§ 3. Le paquet « Ayrat »	458
Titre 2. Régimes particuliers de certains produits	463
Chapitre 1. Les produits industriels	465
Section 1. Généralités sur la politique industrielle de l'Union	466
§ 1. Le cadre normatif de la politique industrielle	467
§ 2. Mise en œuvre de la politique industrielle de l'Union	469
Section 2. Dispositifs d'encadrement et de validation des produits industriels	472
§ 1. La normalisation	473
§ 2. La certification	478
§ 3. Le marquage CE	481
Section 3. Produits énergétiques	482
§ 1. La mise en place tardive d'une politique énergétique de l'Union	483
§ 2. Les principaux volets du droit énergétique de l'Union	486
Chapitre 2. Les produits agricoles et alimentaires	503
Section 1. Notion de produit agricole et agro-alimentaire	505
Section 2. Le premier pilier de la PAC	508
§ 1. Les organisations communes de marchés (OCM) ; l'OCM unique	508
§ 2. Le soutien aux exploitations : les paiements directs	511
Section 3. Le « deuxième pilier » de la PAC	517
§ 1. Le contenu de la politique de développement rural	517

§ 2. Le renforcement de la dimension environnementale de la PAC	520
Section 4. Règles de commercialisation et de qualité des produits	524
§ 1. De la commercialisation à la qualité	524
§ 2. Consécration de la politique de qualité : labels européens	526

TROISIÈME PARTIE. LES SERVICES : SECTEURS SOUMIS À RÈGLES PARTICULIÈRES	535
--	-----

Titre 1. Secteur financier	537
---	-----

Chapitre 1. Libre circulation des capitaux	539
---	-----

Section 1. Champ d'application de la LCC	540
---	-----

Section 2. Restrictions à la liberté	543
---	-----

Section 3. Préoccupations contemporaines	546
---	-----

§ 1. Patriotisme économique et actions spécifiques	546
--	-----

§ 2. Blanchiment des capitaux	549
-------------------------------------	-----

§ 3. Union des marchés de capitaux	550
--	-----

Chapitre 2. Services financiers	553
--	-----

Section 1. Les activités bancaires	554
---	-----

§ 1. Harmonisation des conditions relatives à l'accès et à l'exercice de l'activité bancaire	555
--	-----

§ 2. Harmonisation relative aux opérations et services bancaires	558
--	-----

§ 3. L'union bancaire	562
-----------------------------	-----

Section 2. Bourse et valeurs mobilières	565
--	-----

§ 1. Organismes opérant sur le marché boursier	565
--	-----

§ 2. Fonctionnement du marché boursier	568
--	-----

Section 3. L'assurance	570
-------------------------------------	-----

§ 1. La liberté d'établissement en matière d'assurance	571
--	-----

§ 2. La libre prestation de services en matière d'assurance	573
---	-----

§ 3. Le contrôle de l'activité d'assurance	575
--	-----

Chapitre 3. La Banque centrale européenne (BCE) au cœur du système financier de l'Union européenne	579
---	-----

Section 1. Généralités sur l'UEM et la BCE	580
---	-----

Section 2. L'exigence de stabilité	582
---	-----

§ 1. Stabilité des prix	582
-------------------------------	-----

§ 2. Stabilité financière	585
---------------------------------	-----

Section 3. L'assistance financière	592
---	-----

§ 1. Dispositifs prévus par les traités	593
---	-----

§ 2. Dispositifs externes 595

Titre 2. Secteurs techniques 601

Chapitre 1. Les transports 603

Section 1. Cadre général de la politique des transports 604

§ 1. Le champ d'application du régime des transports 604

§ 2. Contenu du régime général 605

Section 2. Régime juridique des différents modes de transport 609

§ 1. Le transport terrestre 609

§ 2. Le transport aérien 620

§ 3. Le transport maritime 629

Chapitre 2. Services liés aux technologies nouvelles 637

Section 1. Les télécommunications (communications électroniques) 638

§ 1. Cadre normatif 638

§ 2. Les autorités de régulation et d'information 639

§ 3. L'entrée sur le marché 641

§ 4. Organisation de la concurrence 642

§ 5. Intérêts des utilisateurs et service universel 644

Section 2. Le commerce électronique 645

§ 1. Champ d'application de la directive 2000/31 646

§ 2. Commerce électronique et libre circulation 647

§ 3. Harmonisation du cadre contractuel des transactions électroniques 648

QUATRIÈME PARTIE. LA CONCURRENCE 653

Titre 1. La concurrence entre les entreprises privées 657

Chapitre 1. Champ d'application du droit communautaire de la concurrence 659

Section 1. Les entreprises assujetties au droit communautaire de la concurrence 659

§ 1. La notion d'entreprise 659

§ 2. Entreprises privées et entreprises publiques 661

§ 3. Application de la concurrence aux entreprises établies hors de l'Union 662

Section 2. Compétence respective des autorités de l'Union, et des autorités nationales 663

§ 1. Détermination du domaine d'application du droit de l'Union et du droit national 664

§ 2. L'intervention des autorités de l'Union et nationales dans le système originaire 665

§ 3. Le règlement n° 1/2003 : le système d'exception légale, système décentralisé 667

Section 3. Régimes particuliers 672

§ 1. Les traités CECA et Euratom 672

§ 2. Le traité TFUE 673

Chapitre 2. Règles de fond 677

Section 1. Les ententes 677

Sous-section 1. L'interdiction 678

§ 1. Une concertation entre entreprises 678

§ 2. Atteinte portée à la concurrence 682

§ 3. Affectation du commerce entre États membres 688

Sous-section 2. L'exemption 690

§ 1. Conditions auxquelles sont soumises les exemptions 690

§ 2. Modalités d'octroi des exemptions 692

Section 2. L'abus de position dominante 696

§ 1. Complémentarité des articles 101 et 102 TFUE 696

§ 2. La position dominante 697

§ 3. L'abus de domination 699

Section 3. Les concentrations 702

§ 1. Évolution du droit de l'Union 702

§ 2. Les concentrations de dimension communautaire 703

§ 3. Appréciation de la compatibilité de la concentration avec le marché commun 708

Chapitre 3. Règles de procédure 713

Section 1. Procédure de contrôle des ententes et abus de position dominante 714

§ 1. Saisine de la Commission 714

§ 2. L'enquête 717

§ 3. La phase contradictoire : « l'audition des intéressés et des tiers » 721

§ 4. La décision 723

Section 2. Procédure de contrôle des concentrations 729

§ 1. Notification préalable 729

§ 2. Examen 730

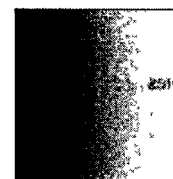
§ 3. Décision finale 732

Titre 2. La soumission des autorités publiques au droit de la concurrence 735

Chapitre 1. Le régime des aides d'État	737
Section 1. La notion d'aide d'État	738
§ 1. Le critère organique : aides accordées par les États	738
§ 2. Critère financier : la ressource d'État	741
Section 2. Le principe d'incompatibilité des aides d'État	749
§ 1. Notion d'incompatibilité	749
§ 2. Les conditions d'incompatibilité des aides d'État	750
Section 3. Les dérogations au principe d'incompatibilité	754
§ 1. Les dispositions du TFUE	754
§ 2. La pratique de la Commission	758
Section 4. Procédure de contrôle des aides d'État	765
§ 1. L'examen permanent des régimes d'aides	766
§ 2. Éléments procéduraux communs aux aides existantes et aux aides nouvelles	767
§ 3. Éléments procéduraux spécifiques aux aides nouvelles	770
§ 4. La récupération des aides incompatibles	773
Chapitre 2. Règles de concurrence applicables au secteur public	779
Section 1. Règles opposables aux États dans leurs rapports avec les entreprises relevant de l'article 106 § 1	780
§ 1. Champ d'application de l'article 106 § 1	781
§ 2. Contraintes pesant sur les États	784
Section 2. Le régime particulier des entreprises visées à l'article 106 § 2	787
§ 1. Organismes relevant de l'article 106 § 2	787
§ 2. Contenu du régime particulier des entreprises soumises à l'article 106 § 2	792
Section 3. Les pouvoirs de la Commission	802
Section 4. Revalorisation du service public ?	804
Chapitre 3. Les monopoles nationaux à caractère commercial	811
Section 1. Champ d'application de l'article 37 TFUE	811
§ 1. La notion de monopole national de caractère commercial	812
§ 2. La place des monopoles nationaux parmi les mesures restrictives des libertés fondamentales	814
Section 2. Contenu de l'obligation d'aménagement	817
§ 1. L'obligation d'aménagement durant la période de transition	817
§ 2. L'obligation d'aménagement au-delà de la période de transition	818
Chapitre 4. Les marchés publics et le contrat de concession	823

Section 1. Évolution de la réglementation	824
§ 1. Les trois premières générations de directives	824
§ 2. La révision de 2014	826
Section 2. Champ d'application de la réglementation	827
§ 1. L'objet du contrat	827
§ 2. Les parties	828
§ 3. Le montant du marché	831
§ 4. Contrats exemptés	831
Section 3. Règles de passation des marchés	833
§ 1. Publicité	833
§ 2. Procédure de passation	834
§ 3. Attribution du marché	837
Section 4. Exécution des contrats	838
§ 1. La sous-traitance	838
§ 2. Modification du contrat en cours	839
§ 3. Résiliation du contrat	839
Section 5. Contrôle du respect de la réglementation	840
§ 1. Information	840
§ 2. Recours	840
CINQUIÈME PARTIE. LES RELATIONS EXTÉRIEURES	845
Titre 1. Cadrage du droit matériel externe de l'Union	847
Chapitre 1. Une évolution constante	849
Section 1. De Rome à Lisbonne	849
Section 2. Étendue du droit matériel externe de l'UE	851
Chapitre 2. PESC-PSDC et mesures restrictives	853
Section 1. Problèmes de base juridique	853
Section 2. Régime juridique et contentieux des mesures restrictives	855
Titre 2. La politique commerciale commune	859
Chapitre 1. Le domaine de la politique commerciale commune	861
Section 1. Réglementation des importations et des exportations	862
§ 1. Mesures relatives aux importations	862
§ 2. Mesures relatives aux exportations	865
Section 2. L'élargissement du domaine de la politique commerciale commune	867
§ 1. Les marchandises	868

§ 2. La question des services et de la propriété intellectuelle.....	869
§ 3. Les investissements étrangers	873
§ 4. Compétences étatiques résiduelles	876
Chapitre 2. L'Union européenne dans les relations commerciales internationales	879
Section 1. Le cadre mondial	880
§ 1. Les accords multilatéraux	881
§ 2. Les accords plurilatéraux	883
§ 3. Le volet agricole des accords de l'OMC.....	883
§ 4. Le « nouveau » cycle de négociation : le cycle de Doha.....	884
Section 2. Le cadre bilatéral, régional et interrégional	886
§ 1. Les relations bilatérales	886
§ 2. Les accords régionaux : l'Espace économique européen (EEE).....	896
§ 3. Relations avec les pays émergents	898
Titre 3. Les relations spéciales et privilégiées	905
Chapitre 1. L'Union et son environnement proche	907
Section 1. L'élargissement	907
§ 1. Les instruments juridiques de pré-adhésion	908
§ 2. Stagnation du processus d'adhésion	909
Section 2. La politique européenne de voisinage (PEV)	912
Chapitre 2. La politique de coopération au développement	917
Section 1. Les avantages unilatéralement consentis par l'Union européenne	919
§ 1. L'aide alimentaire et humanitaire de l'Union	919
§ 2. Le système des préférences généralisées (SPG).....	922
Section 2. Les relations conventionnelles	924
§ 1. Les relations avec les pays ACP	925
§ 2. Les relations avec les pays tiers méditerranéens (PTM)	930
Index analytique.....	985



LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ACP	Afrique, Caraïbes, Pacifique (pays d')
ADE	<i>Annuaire de droit européen</i>
AELE	Association européenne de libre-échange
AESA	Autorité européenne de la sécurité alimentaire
AFDI	<i>Annuaire français de droit international</i>
Aff.	affaire
AJDA	<i>Actualité juridique droit administratif</i>
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANASE (ou ASEAN)	Association des nations du sud-est asiatique
AOP	Appellation d'origine protégée
APE	Accord de partenariat économique
ARN	Autorité de régulation nationale
ASE	Agence spatiale européenne
AUE	Acte unique européen
BEI	Banque européenne d'investissement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
CDE	<i>Cahiers de droit européen</i>
CE	Communauté européenne
CEE	Communauté économique européenne
CECA	Communauté européenne du charbon et de l'acier
CEDECE	Commission pour l'étude des Communautés européennes
CEEA	Communauté européenne de l'énergie atomique
CEN	Comité européen de normalisation
CENELEC	Comité européen de normalisation (électricité)
CJAI	Coopération en matière de justice et d'affaires intérieures
CJCE	Cour de justice des Communautés européennes
CJUE	Cour de justice de l'Union européenne
CMLR	<i>Common Market Law Review</i>
CNUCED	Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
COST	Coopération scientifique et technique
D.	<i>Recueil Dalloz</i>
DOM	Département d'Outre-mer
BEE	Espace économique européen
EuR	<i>EuropaRecht</i>
Euratom	Voir CEBA
Feder	Fonds européen agricole de développement rural